

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

HONNEUR ET PATRIE 3

PRIX

DE JOURNAL,

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYNAUD propriétaire gérant

DE L'ABONNEMENT

Rue Perez Castellanos 162.

2 PATACONS par mois.

MONTEVIDEO.

6 DECEMBRE 1849.

LE CONGRES DE LA PAIX

ET LE

" CONSTITUTIONNEL. "

(Suite et fin.)

Lorsque les masses du PROLETARIAT, qui composent les divers peuples de l'Europe chrétienne, sauront lire couramment le *Projet de paix perpétuelle* de l'abbé de Saint Pierre—le *Contrat social* de Rousseau—et le *Droit naturel* de Kant (le philosophe de Königsberg), l'aphorisme de Mirabeau deviendra la base fondamentale d'un nouveau droit international de l'Europe, et probablement du monde entier.

En attendant, un grand pas a été fait par la réunion des Congrès philanthropiques de Bruxelles et de Paris.

(1) Il est à désirer que cet exemple soit imité dans toutes les capitales de l'Europe, et nous espérons qu'il le sera. C'est le vrai moyen de préparer les esprits à une grande révolution internationale et sociale, qui tôt ou tard s'accomplira comme une conséquence logique, naturelle, du triomphe des principes démocratiques de 1789, que la révolution de février a fait sortir de leur assoupissement, ou plutôt de la compression sous laquelle les ont successivement tenus le despotisme militaire du Consulat et de l'Empire, et les institutions bâtarde, ou pseudo-morphiques de 1815 et 1830; car la Charte que nous octroya S. M. Louis XVIII n'était qu'une mauvaise contrefaçon de la Constitution d'Angleterre, et M. de Chateaubriand a appelé la Charte réformée des *PLOUTOCRATES* de juillet « une Constitution bâclée, en trois coups de rabot, dans une arrière-boutique! » (2)

Aujourd'hui la souveraineté du peuple n'est plus une fiction; c'est une vérité vraie, comme on dit quelquefois à notre tribune nationale; le suffrage universel nous a enfin donné une Constitution Française, avec tous les éléments d'une science politique adaptée au caractère de notre nation et aux besoins impérieux des populations. Laissons l'œuvre providentielle de 89 s'accomplir dans toutes ses conséquences et revenons à notre sujet principal.

Rien ne nous paraît plus sensé, plus conforme aux progrès de l'esprit humain, plus en harmonie avec les principes de morale universelle—et surtout de morale chrétienne—que les propositions qui ont été soumises à la délibération du Congrès de la paix, par son comité provisoire, et qui selon le *Journal des Débats* du 20 août dernier, étaient relatives :

- 1° A la solution des différends entre les nations par voie d'arbitrage.
- 2° A la convocation, dans un temps prochain, d'un CONGRES DES NATIONS chargé de rédiger le CODE des rapports internationaux.
- 3° A la nécessité d'un désarmement général progressif et simultané.
- 4° A la destruction des CAUSES DE GUERRE par une

(1) Nous avons fait erreur en disant dans notre premier article que le Congrès de la paix s'était tenu dans le palais de Versailles. Une fête a été donnée aux amis de la Paix dans ce fastueux séjour de Louis XIV; mais les sessions du Congrès ont eu lieu à Paris, dans un édifice destiné aux concerts d'harmonie, dans la salle de Sainte-Cécile. Nous n'avions pas encore lu les autres journaux français quand nous avons essayé de combattre l'opinion du *Constitutionnel*.

(2) Voyez le tome 4 de la *Revue indépendante*.—C'est l'absence d'une véritable science politique, dit M. Pierre Leroux, qui a permis les folies et les malheurs de Napoléon. C'est la même cause qui a donné Louis XVIII pour législateur à la France. »

PLOUTOCRATE, dont on a fait *PLOUTOCRATIE* (ou gouvernement des riches) vient du mot grec *ploutos*, être riche, et s'enrichir, ou de *Plutus*, le dieu des richesses.

« série de mesures politiques et économiques, telles que le développement des voies de communication,—l'extension de la réforme postale,—la réduction des dépenses publiques,—la réforme universelle des tarifs,—la multiplication des Sociétés de LA PAIX,—les progrès de l'éducation morale et de l'instruction,—la mise en accord DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC avec les besoins généraux,—l'uniformité des monnaies, des mesures, etc. »

Tout cela rentre parfaitement dans le plan primitif de l'abbé de Saint Pierre,—ce rêveur,—cet IDEOLOGUE,—dont les voltairiens se sont tant moqués, et dont ils subsistent, néanmoins, et subiront encore davantage la bonne influence; car il est hors de doute que lors même qu'on n'arriverait pas à obtenir une paix perpétuelle, dans l'acceptation la plus étendue de ce mot, la confection d'un Code international clair et précis, la création d'un Tribunal suprême ou Congrès permanent destiné à régler et terminer par voie d'arbitrage ou de jugement les différends qui surviennent entre les nations ou leurs gouvernements, et enfin toutes les mesures accessoires indiquées dans le programme des amis de la paix, contribueraient puissamment à éloigner de plus en plus le fleau de la guerre entre les nations chrétiennes; et il y a lieu de croire que l'exemple de celles-ci exercerait une assez grande influence sur les nations asiatiques et africaines pour les maintenir dans une situation analogue, du moins dans leurs rapports avec les nations de l'Europe; parce que ces derniers étant unies par un lien fraternel et indissoluble, la cause de l'une deviendrait aussitôt celle de toutes. Comment supposer, par exemple, que la Turquie oserait insulter l'Autriche, ou la France, quand elle saurait que les armées de la Confédération Européenne seraient là sur ses frontières, pour lui demander raison de l'insulte ?

Vous le voyez donc, Mirabeau avait raison de dire aux quakers américains : « une résistance générale serait la paix universelle ! » Seulement il ne croyait pas alors à la possibilité de cette résistance générale.

Et M. Victor Hugo, disciple de Rousseau, plus fervent et peut être plus profond que l'illustre tribun de la Convention, voit et démontre aujourd'hui cette possibilité, dans son magnifique discours d'ouverture du Congrès. Écoutez-le, on ne peut pas se laisser d'entendre des vérités si bien dites et si bien senties :

« Messieurs, cette pensée religieuse—LA PAIX UNIVERSELLE—est-elle une pensée pratique ? Cette idée sainte est-elle une idée réalisable ?—Beaucoup d'esprits positifs, comme on dit aujourd'hui, beaucoup d'hommes politiques vieillies dans le manège des affaires, répondent : Non. Moi, je réponds avec vous, je réponds sans hésiter : OUI ! et je vais essayer de le prouver tout à l'heure. »

« Je vais plus loin; je ne dis pas seulement: c'est un but réalisable, j'ai dit: c'est un but inévitable. On peut en retarder ou en hâter l'avènement. Voilà tout. »

« La loi du monde n'est pas et ne peut pas être dictée de la loi de Dieu. Or, la loi de Dieu, ce n'est pas la guerre, c'est la paix. Les hommes ont commencé par la lutte, comme la création par le chaos. D'où viennent-ils ?—De la guerre—cela est évident. Mais où vont-ils ?—A LA PAIX; cela n'est pas moins évident. »

« Messieurs, si quelqu'un, il y a quatre siècles, à l'époque où la guerre existait de commune à commune, de ville à ville, de province à province, si quelqu'un eut dit à la Lorraine,—à la Picardie,—à la Normandie,—à la Bretagne,—à l'Auvergne,—à la Provence,—au Dauphiné,—à la Bourgogne : « Un jour viendra où vous ne leverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres, un jour viendra où l'on ne dira plus : les Normands ont attaqué les Picards,—les Lorrains ont repoussé les Bourguignons; vous aurez bien encore des différends à régler, des intérêts à débattre, des contestations à résoudre, mais savez-vous ce que vous mettez à la place des hommes d'armes, savez-vous ce que vous mettez à la place des gens de pied et de cheval, des canons, des fauconneux, des lances, des piques, des épées !—Vous mettez une petite boîte de sapin que vous appellerez l'urne du scrutin, et de cette boîte il sortira, quoi ?..... Une ASSEMBLÉE ! une Assem-

blée en laquelle vous vous sentirez tous vivre; une Assemblée qui sera comme votre âme à tous, un CONCILE SOUVERAIN ET POPULAIRE qui décidera, qui jugera, qui résoudra tout en loi, qui fera tomber le glaive de toutes les mains et surgira la justice dans tous les cœurs; qui dira à chacun : Ici finit ton droit,—là commence ton devoir; BAS LES ARMES ! vivez en paix !—Et ce jour là vous vous sentirez une pensée commune, des intérêts communs, une destinée commune; vous vous embrasserez, vous vous reconnaîtrez fils du même sang et de la même race; ce jour là vous ne serez plus des peuplades ennemies, vous serez un peuple; vous ne serez plus la Bourgogne, la Normandie, la Bretagne, la Provence, vous serez LA FRANCE; vous ne vous appellerez plus la guerre, vous vous appellerez la CIVILISATION !

« Si quelqu'un eut dit cela à cette époque, Messieurs, tous les hommes sérieux et positifs, tous les gens sages, tous les grands politiques d'alors se fussent écriés : « Oh ! le songeur ! oh le rêve creux ! Comme cet homme connaît peut l'humanité ! Que voilà une étrange folie et une absurde chimère !..... » Messieurs, le temps a marché, et il se trouve que ce rêve, cette folie, cette chimère..... C'EST LA REALITE ! »

Oui, c'est la réalité; ce qui est arrivé à la France arrivera à l'Europe ! « Un jour viendra, dit encore Victor Hugo, où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre PARIS et LONDRES—entre SAINT PETERSBOURG et BERLIN—entre VIENNE et TURIN, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où vous FRANCE, vous RUSSIE, vous ITALIE, vous ANGLETERRE, vous ALLEMAGNE, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la Fraternité Européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace et toutes les autres provinces se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de batailles que les MARCHES s'ouvrant au commerce et les ESPRITS s'ouvrant aux IDEES..... »

Quand donc arrivera ce jour fortuné ? Nous n'en avons rien. Mais nous disons que si l'on veut sincèrement en hâter l'aurore, il faut changer ou modifier le personnel des cabinets, celui des ministères et celui de la diplomatie. Avec des idées nouvelles il faut des hommes nouveaux, des hommes imbus de ces idées, ou au moins les comprenant assez bien pour ne pas créer des entraves là où il n'y a qu'à marcher franchement au but.

ARSENE ISABELLE.

UNE ESPERANCE DE PLUS.

L'opinion publique en France s'est vivement préoccupée dans le courant du mois de septembre, de la lettre écrite par le président de la République, à son aide de camp M. le colonel Ney, au sujet des affaires de Rome. Cette lettre résume et juge la situation des choses sous le point de vue le plus favorable aux idées libérales. M. de Rayneval, l'ambassadeur français à Rome, consentit, sur les instances de M. le colonel Ney, à se transporter au Quirinal et à entretenir officieusement la commission des cardinaux de ce que contenait cette pièce qui n'avait pas le caractère officiel, puisque ce n'était qu'une lettre particulière.

M. de Rayneval pria les cardinaux gouvernans de vouloir bien autoriser l'insertion de la lettre du président, dans le journal officiel.

Les cardinaux y consentirent d'abord; puis après quelques heures, ils revinrent sur leur première décision et retirèrent l'autorisation. Mais pendant les quelques heures qui s'étaient écoulées, entre l'autorisation d'abord accordée, puis ensuite retirée, cette lettre était devenue non seulement le sujet, mais le texte de tous les commentaires; queques instans de publicité autorisée avaient suffi pour que des copies nombreuses pussent circuler dans le

public et y produire un effet aussi rapide que profond; l'armée surtout l'avait lue avec avidité; ceux qui depuis deux mois avaient loué la patience et la longanimité du cabinet français applaudissaient aussi aux déclarations de pleine fermeté et franchise dont la lettre du président était empreinte.

La position toute exceptionnelle de la population française de Montevideo, ne permet pas à cette patriotique population de prendre un bien vif intérêt à la politique suivie par le gouvernement français, dans les nombreuses complications qui ont surgi de tous les points depuis l'avènement de la République. Mais la politique si nette et si ferme indiquée par le président dans sa lettre au colonel Ney, ne saurait nous trouver indifférents, malgré notre anxieuse situation. Ce que demande, ce qu'exige du gouvernement pontifical le président de la République Française, doit augmenter nos espérances de le voir aussi demander et exiger de Rosas que la voix de la France soit enfin entendue, et que les légitimes demandes de réparation qu'on l'oblige à formuler soient définitivement accueillies.

La France, dans la personne de ses agents, a-t-elle été assez abreuvée d'outrages de la part du gouverneur de Buenos Ayres? Le président de la République Française pourra-t-il se montrer moins susceptible envers le dictateur de la Confédération Argentine, qu'à l'égard du chef de la Chrétienté? cela n'est pas supposable. Le sentiment qui a dicté la lettre de Louis Bonaparte est bien nettement imprimé dans cette phrase, si digne et si empreinte de susceptibilité nationale: *J'ai été personnellement blessé, dit-il, de voir qu'il n'était pas même fait mention du nom de la France, ni des souffrances de nos braves soldats.* Il est impossible d'adresser un plus vif reproche avec plus d'énergie et de convenance, comme il est également impossible d'exprimer dans un plus simple et plus fier langage, les libérales intentions de la France que ne l'a fait le président de la République dans sa lettre toute entière.

Ce n'est sans doute pas pour le Pape seul que Louis Bonaparte a écrit: *Toute insulte faite à notre drapeau ou à notre uniforme me va droit au cœur!*..... Ce n'est pas seulement à Rome que le drapeau de la France, et l'uniforme français ont été insultés. Demandez au commandant Fournier, qui est aujourd'hui en France. Demandez au commandant de l'*Astrolabe* qui est encore devant Buenos Ayres. Demandez à tous ces braves marins qu'on humilie en les réduisant à une inaction abrutissante.....

Le président de la République Française porte haut dans son cœur la gloire du drapeau national, c'est une tradition de famille qui ne doit étonner personne, et qui doit être pour nous une espérance de plus.

Les fautes diplomatiques de M. Le Prédour créaient à la France une position faible et humiliante, dont les résultats eussent été, la perte du commerce français dans l'Amérique du Sud et l'abaissement de son pavillon dans toute cette partie du monde.

Ces fautes seront réparées bientôt. Nous avons pour garant de cette espérance la mesure prise par le gouvernement français à l'égard du commandant de ses forces navales dans la Plata.

Si l'espérance émise par nous, il y a douze jours, du remplacement de M. Le Prédour pouvait alors être classée parmi les éventualités possibles, tel n'est plus le cas aujourd'hui. C'est un fait positif.

La représentation nationale ne pourra que sanctionner une mesure qui pour être tardive n'en est pas moins significative. L'Assemblée Nationale appelée à se prononcer sur la ligne de conduite suivie par l'amiral français dans l'affaire des projets de traité, n'aura pu qu'applaudir à l'initiative prise par le pouvoir exécutif, qui s'est montré disposé à accomplir le vœu exprimé dans la séance du 30 avril dernier.

Tout concourt donc à nous dire ESPERANCE!

Encore quelques jours, et quelles que soient leurs opinions politiques, nos compatriotes ne pourront que bénir la Providence, qui, en permettant à la République de s'établir en France, a confié aux majorités législatives le rôle élevé qu'elles vont remplir en arrachant plusieurs milliers de français à la ruine et à la destruction, en même temps qu'elles relèveront le drapeau national incliné devant le plus cruel ennemi de notre patrie.

D'après toutes les correspondances, la lettre du président de la République à son aide de camp a été accueillie en France avec la plus vive satisfaction, comme à Rome elle a produit la plus salutaire et la plus heureuse impression. Parmi nous elle ne peut trouver que des admirateurs, car cette lettre qui nous apporte une espérance si plus, résume aussi en peu de mots la politique adop-

tée par la France, et honore éternellement celui qui l'a signée.

Au moment où tout se disposait à Toulon pour une nouvelle expédition contre le Maroc, les troupes étaient déjà embarquées, lorsque des satisfactions honorables ont été offertes au gouvernement français.

L'Angleterre arme aussi, le MORNING POST annonce qu'à Portsmouth l'ordre était arrivé de mettre en commission d'armement six bâtiments de 50 canons pour être prêts à prendre la mer dans un délai très court.

Le *Comercio del Plata*, dans son numéro du 3 de ce mois, a publié une lettre de laquelle nous extrayons le passage suivant, qui vient corroborer ce que nous écrivait à la date du 17, notre correspondant de Buenos Ayres:

«.....Une autre mystification fut celle-ci: Le commandant de l'*Astrolabe* devait donner à bord une collation à laquelle devaient assister les gens de la cour qui s'étaient fait inscrire sur les listes comme ayant accepté avec beaucoup de plaisir; mais les maudites nouvelles qui arrivèrent de France, vinrent changer cette bienveillante résolution: et l'offre acceptée d'abord fut refusée. Le pauvre commandant de l'*Astrolabe*, resta à son bord avec ses confitures dédaignées et ses embarcations qui retournèrent vides.

Europe

FRANCE.

CONGRES DE LA PAIX.

(Salle Sainte-Cécile)

Deuxième séance.—23 août.

M. Emile de Girardin.—L'adoption de cette base serait une mesure si simple, qu'il n'y aurait pas même besoin de la réunion d'un congrès pour la faire adopter. Il suffirait qu'un homme d'état en prit hautement l'initiative. Tous les peuples intéressés au dégrèvement de l'impôt et à l'abolition du service obligatoire, cet impôt du sang pendant la guerre, cet impôt du temps pendant la paix, tous les peuples intéressés feraient écho à sa voix et s'associeraient à sa pensée et à son œuvre par leurs vœux et leurs pétitions!

Qu'il se présente et qu'il essaye!

Il faut opter:

Entre la réduction des armées et la banqueroute des Etats.

Peut-on, doit-on hésiter?

Déjà, l'Angleterre a réduit, en 1848, son infanterie de 10,000 hommes, ce qui, toute proportion gardée relative à la France, équivaut à une réduction de 70,000 soldats.

L'Angleterre a bien fait! (Applaudissements)

Plus nous nous éloignons de la période de la guerre et plus notre effectif militaire augmente.

Un tel système nous conduit à la banqueroute et perpétue la misère. (Applaudissements.)

Non, vous n'avez pas le droit de prendre l'argent du pauvre; vous n'avez pas le droit d'entretenir une armée de 500,000 hommes, qui n'a pas pour résultat d'étendre le territoire, mais de l'appauvrir.

Mais, a dit M. Francisque Bouvet, la France ne peut pas désarmer si l'Europe ne réduit pas son effectif militaire! Ah! si cette objection avait quelque valeur, la réforme commerciale, dont le promoteur est ici, serait encore à réaliser. (Très bien!) Cobden n'aurait pas accompli sa réforme, et sir Robert Peel ne se serait pas acquis une gloire immortelle. (Applaudissements)

Je suis d'avis que la France prenne l'initiative, qu'elle renonce la première à ces armées de 500,000 hommes, dont l'entretien mène à la banqueroute et perpétue la misère. (Nouveaux applaudissements)

Messieurs, il y a du désordre dans ce que je dis. (Non! non!) Je ne suis pas un orateur: je suis l'homme de fait et non l'homme de la tribune. (Applaudissements) J'avais préparé un discours, je l'avoue, mais quand j'ai vu un simple ouvrier anglais, M. Vincens, monter à cette tribune et s'exprimer avec une admirable facilité, j'ai renoncé à mon discours écrit. (Très bien! très bien!) J'ai envié

pour mon pays la liberté qui produit de tels hommes. (Très bien! très bien!) et mon front s'est courbé sous la honte en songeant que nous nous défions de la liberté si féconde. (Applaudissements.)

Permettez-moi donc, messieurs, de continuer à parler sans ordre, comme j'ai commencé: c'est une causerie, ce n'est pas un discours.

J'insiste sur la nécessité de réduire l'armée, nécessité impérieuse pour tous les peuples. (Très bien! très bien!) J'en excepterai deux, cependant, les Anglais et les Américains des Etats de l'Union.

Pourquoi ces deux peuples sont-ils plus prospères que les autres? Parce que l'Angleterre, comparativement plus riche que la France, supporte un poids plus faible, parce que les Etats-Unis se contentent d'un effectif de 8,000 hommes armés.... C'était l'effectif qu'entretenait la France au temps de Henri IV. (Applaudissements.) Oui, c'est avec 8,000 hommes que l'Union américaine, que ce pays de toutes les libertés maintient l'ordre. (Très bien.)

Et en effet, les armées nombreuses ne sont pas une condition d'ordre; au contraire, l'ordre est menacé par les grandes armées. L'armée, je vous le dis, au lieu d'être une condition d'ordre est une cause de perturbation. (Applaudissements prolongés.)

A Dieu ne plaise que je veuille ici faire injure au drapeau de mon pays; personne ne pourra se méprendre sur ma pensée; je n'attaque ni le courage, ni le caractère de nos soldats, ce que j'attaque, c'est l'institution militaire telle qu'elle existe. (Où! où!) Le jour où vous aurez obtenu la réduction des armées, messieurs, la question extérieure sera tranchée, non seulement pour la France, mais encore pour tous les pays. (Applaudissements)

Amis de la paix! Il se peut que les gouvernements arriérés restent sourds à votre voix lorsque vous leur parlerez de soumettre leurs différends à un arbitrage, mais tous les peuples vous entendront lorsque vous leur direz:

Réduction des armées au 200e de la population de chaque Etat!

Abolition du service militaire obligatoire!

Liberté des vacances!

Allègement de l'impôt!

Extension des institutions de crédit!

Libération de la propriété hypothéquée!

Perfectionnement de la circulation sous toutes ses formes: passagers, marchandises, numéraire, navigation à vapeur, chemins de fer, banques!

Union des peuples enfin par le progrès de l'Unité, la réciprocité des échanges, la solidarité du bien-être et la communauté des efforts!

Tout cela est contenu dans ces deux mots: *Paix organisée*, qu'il ne faut pas confondre avec ceux-ci: *Paix à tout prix.*

La paix à tout prix est à la paix organisée ce que le risque est à l'assurance, ce que l'ignorance est au savoir, ce que la faiblesse est à la raison, ce que la sujétion est à la liberté.

Mais j'entends une objection qui s'élève et une voix qui dit: De fortes armées sont nécessaires au maintien de l'ordre.

Je réponds:

Est-ce donc que l'ordre ne règne pas en Angleterre et aux Etats-Unis?

Anglais et Américain, répondez!

Aux Etats-Unis, l'armée permanente n'atteint pas le chiffre de 10,000 hommes.

An Angleterre, l'armée est de 105,000 hommes; mais on peut dire que cette armée étant partout, elle n'est nulle part.

J'ajoute:

Ne comptez-vous donc pour rien la merveilleuse invention des chemins de fer?

Hâtez-vous de terminer, en France, votre réserve de chemins de fer, de mettre en communication Lyon et Paris, Marseille et Le Havre, Strasbourg et Nantes, et 100,000 hommes équivaldront à un million de soldats.

Comment?

Par l'avantage de la mobilité.

Un régiment en marche a besoin de dix jours au moins pour faire 400 kilomètres.

Une seule journée suffit pour franchir 400 kilomètres en chemins de fer.

On peut donc réduire la dépense de l'armée sans en diminuer la force.

L'ordre autant que la liberté y gagnera!

Ainsi, la question est résolue à l'intérieur par les chemins de fer.

Qu'on ne dise donc plus que l'armée est nécessaire pour maintenir l'ordre, pour empêcher les révolutions. Est-ce qu'il n'y avait pas 500,000 hommes sous les armes quand la révolution de février a éclaté? Ce ne sont

donc pas les armées qui empêchent l'explosion quand elle est dans l'atmosphère politique. (Très bien !)

Qu'on ne dise pas, je le répète, que les armées nombreuses sont nécessaires pour empêcher les révolutions; ce qui empêche les révolutions, c'est la bonne administration, c'est le bon emploi des deniers du contribuable, ce souverain moderne. (Mouvement — Applaudissement.) Car le contribuable aujourd'hui, c'est le véritable souverain. N'est ce pas celui qui paye ? (Très bien ! très bien !)

Les armées sont-elles plus nécessaires pour l'influence extérieure ? La France veut-elle conquérir l'Europe ? N'a-t-elle pas abdiqué la pensée des conquêtes ? Si notre gouvernement ne rêve pas la conquête du monde, à quoi bon cinq cent mille soldats ? C'est faire vibrer un sentiment qu'on ne satisfait pas. C'est exciter le point d'honneur et le blesser en même temps. (Applaudissement prolongé.) C'est un non sens... C'est un anachronisme... Aujourd'hui, messieurs, les révolutionnaires, ce sont les gouvernements. (Très bien ! très bien !) Les révolutionnaires, ce sont ceux qui entretiennent des armées trop nombreuses. (Bravos sur tous les bancs)

Une voix : Ce n'est pas sérieux

M. Emile de Girardin.—On dit que ce n'est pas sérieux....

Une voix : C'est l'interrompue qui n'est pas sérieux. (Très bien !)

M. Emile de Girardin.—Ah ! ce n'est pas sérieux, ce n'est pas sérieux de prendre l'argent de leur épargne à de pauvres gens qui manquent du nécessaire ? Ce n'est pas sérieux d'aller arracher de jeunes hommes à leur famille, à leur commune, à leur profession ? Que celui qui a dit cela monte à la tribune et qu'il s'explique ! (Très bien ! très bien !)

Une voix : Il n'osera pas !

M. Emile de Girardin.—Quoi ! vous arrachez un homme à sa profession, vous le tenez pendant cinq ans sous les drapeaux, et vous le rendez en suite à la société, sans aucun dédommagement, sans vous enquérir de ce qu'il va devenir... ? Quoi ! vous arrachez le jeune Français de sa commune pour l'égarer dans la ville... Vous risquez, ainsi d'en faire un instrument de révolution, et vous dites que ce n'est pas sérieux ; eh bien ! moi, je vous le dis à mon tour, s'il y a quelque chose qui soit sérieux au monde, c'est cela. (Oui ! oui ! — Approbations.)

Vous ne savez donc pas tous les efforts que l'on fait pour échapper au service militaire en temps de paix ; je dis en temps de paix, parce qu'il faut le proclamer à l'honneur de notre pays, tout prend un autre aspect quand la guerre éclate ; quand la guerre éclate, la France ne manque jamais de soldats qui s'enrôlent. (Longs applaudissements)

Mais le service militaire en temps de paix se traduit par ce boulet, par cette chaîne qui retient le citoyen loin de sa famille, loin de ses affaires ; c'est là la question la plus sérieuse qui soit au monde ; elle touche à toutes les questions de crédit, de commerce, d'instruction populaire.

Pourquoi la France est-elle obligée de protéger son industrie par des tarifs excessifs ? Parce qu'une fausse politique a détourné de la richesse publique les éléments nécessaires à son développement. (Applaudissements)

Si on n'avait pas enlevé à la production six milliards pour les appliquer à l'armée, si nous avions consacré 2 milliards seulement au maintien de notre force militaire, et si 4 milliards avaient été employés à exécuter des travaux nécessaires, à doter des institutions de crédit, à faciliter à l'ouvrier l'accès au crédit, ce véritable droit au travail, la question de la liberté de l'industrie serait résolue pour la France ; nous pourrions, à travers le canal, donner la main à l'Angleterre ; je pourrais placer ma main dans celle de Cobden, notre industrie n'aurait plus à redouter de rivale au monde !

Ainsi, cette question du désarmement intéresse donc tout à la fois le crédit, le commerce, l'amélioration du sort des pauvres et l'instruction populaire.

L'instruction populaire ! mais voilà 60 ans que l'instruction gratuite est promise à la France. Et cette dette, la plus sacrée, la plus légitime de toutes, qui aurait dû être payée depuis si longtemps, n'est pas encore acquittée et soldée ! Et vous faites appel aux idées d'ordre, vous insistez sur la nécessité de la tranquillité publique. Mais le lendemain d'une émeute, quand vous affichez vos proclamations sur les murs, vous parlez à des hommes qui ne savent pas lire. (Vifs applaudissements) ; vous parlez à des sourds, car l'ignorance c'est la surdité de l'intelligence.

Cet état de choses ne peut pas durer. Je vois ici un grand nombre d'Américains. Que leur présence nous serve de leçon ; imitons les Etats-Unis qui nous donnent un si bel exemple. (Applaudissements)

J'entends dire que les efforts faits par ce Congrès n'aboutiront à rien, à cause de la résistance des gouvernements ; mais les gouvernements ne sont plus à la tête du mouvement, ils sont remorqués... (Vifs et nombreux applaudissements)

Insistons, messieurs, insistons sur la nécessité du désarmement ; faisons appel, non pas aux passions, mais aux idées et aux intérêts ; ramenons tout à des chiffres et à la bourse du contribuable ; c'est là le point sensible. (Rires.—Très bien !) Et en ramenant tout à ce point, soyez convaincus que nous verrons bientôt triompher cette grande question que je regrette d'avoir traitée d'une manière si incomplète. (Applaudissements)

Il n'y a pas à hésiter ; ainsi j'appuie donc de toute l'énergie de mes convictions l'adoption de l'article 2 de votre programme.

Au moment où l'orateur quitte la tribune, l'Assemblée entière se lève, et quatre hurrahs, dont M. Cobden donna lui-même le signal, sont poussés en son honneur.

(La Presse.)

Lettre adressée par le président de la République au lieutenant colonel Edgard Ney, son officier d'ordonnance, à Rome.

Elysée National, le 18 août 1849.

Mon cher Ney,

La République française n'a pas envoyé une armée à Rome pour y étouffer la liberté italienne, mais, au contraire, pour la régler, en la préservant contre ses propres excès, et pour lui donner une base solide en remettant sur le trône pontifical le prince qui, le premier, s'était placé hardiment à la tête de toutes les réformes utiles.

J'apprends avec peine que les intentions bienveillantes du saint père, comme notre propre action, restent stériles, en présence de passions et d'influences hostiles. On voudrait donner comme base à la rentrée du pape la proscription et la tyrannie. Dites de ma part au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention.

Je résume ainsi le rétablissement du pouvoir temporel du Pape : Amnistie générale, sécularisation de l'administration, Code Napoléon et gouvernement libéral.

J'ai été personnellement blessé, en lisant la proclamation des trois cardinaux, de voir qu'il n'était pas même fait mention du nom de la France, ni des souffrances de nos braves soldats.

Toute insulte faite à notre drapeau ou à notre uniforme me va droit au cœur, et je vous prie de bien faire savoir que si la France ne vend pas ses services, elle exige au moins qu'on lui sache gré de ses sacrifices et de son abnégation.

Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté ; il ne sera pas dit qu'en 1849 une armée française ait pu agir dans un autre sens et amener d'autres résultats.

Dites au général de remercier, en mon nom, l'armée de sa noble conduite. J'ai appris avec peine que, physiquement même, elle n'était pas traitée comme elle devrait l'être ; rien ne doit être négligé pour établir convenablement nos troupes.

Recevez, mon cher Ney, l'assurance de ma sincère amitié.

LOUIS NAPOLEON BONAPARTE
(Moniteur.)

CORRESPONDANCE.

I.

L'ordre règne en Italie !... La bannière aux trois couleurs ne flotte plus aux vents ; Garibaldi en sortant de Venise a emporté son drapeau cher, et cette lutte héroïque qui ébranla tant de troupes et appela Génois, Lombards, Venitiens, Pisans, Romains, Calabrais et Siciliens à la grande unité italienne, appartient désormais à l'histoire.— Le Piémont, assez heureux pour conserver sa nationalité et ses libertés parlementaires, reçoit et honore dignement la dernière dépouille du chevaleresque vaincu de Novare, que l'exil et les maux de la patrie ont tué avant l'âge peut être !—Les Autrichiens gouvernent par le bâton à Milan, et leur Koosol insolent atteint sans distinction et avec une même iniquité étrangers et nationaux, innocents et coupables,—dans le grand duché de Toscane des princes sans pudeur s'inféodant plus que jamais à l'Autriche ; la vieille cité florentine, la patrie de Dante, ne tressaille plus sous le joug guelfe ;—les insurrections siciliennes et napolitaines ont éteint leurs cratères, et après l'éruption rien ne reste, pas même des laves ;—à Rome enfin, les exactions des temps les plus mauvais du gouvernement clérical se poursuivent sans relâche ; les triumvirs à robes écar-

lates et à barrettes accomplissent leur œuvre de réaction avec acharnement sous le patronage des baïonnettes françaises. En un mot, l'ordre règne en Italie, comme il a régné à Varsovie aux beaux jours du gouvernement renversé en février.

Cependant cette intervention de la France était hérissee de difficultés. Là plus que partout ailleurs la mission était délicate. Elle a été heureusement accomplie. La chute de Venise a simplifié toutes les questions. Oudinot et l'armée expéditionnaire n'ont plus qu'à rentrer en France. Oudinot revient et l'influence autrichienne est désormais sans rivales en Italie.

En Hongrie, l'incertitude des nouvelles ne nous permet pas de dire que l'ordre y règne comme à Venise. Cormon n'est au pouvoir ni des Autrichiens ni des Russes ; le sabre recourbé de Klapka n'est pas rentré au fourreau.—Peterwardein a imité Cormon ; Bem a rallié un corps d'armée, a ranimé chefs et soldats, et près d'Orsova a détruit une colonne ennemie. Mais ce sont là des efforts suprêmes. Densin se fait sauter plutôt que de se rendre avec sa garnison de trois cents hommes ; et la diplomatie russe travaille à achever l'œuvre de la trahison. « Quand on possède par toute la terre des personnes chargées de tout connaître, depuis le sol jusqu'au pic le plus élevé, que les uns sont contrôlés sans cesse par les autres ; que cette situation revêt mille transfigurations, et que l'on sait et peut attendre, on finit inévitablement par connaître la vérité... » Telle est l'œuvre qu'accomplit la Russie ; ses agens sont partout ; on résiste, mais les promesses deviennent plus séduisantes, et l'on cède. Aussi nous ne saurions douter (puissions nous être dans l'erreur) qu'avant peu, cela a commencé déjà, les husards hongrois iront sur l'Adige et le Pô combler les vides de l'armée de Radetzki, et mêlés aux Croates leurs ennemis, opprimeront les Italiens !

II.

Chaque jour soulève un coin du voile derrière lequel s'abritaient, comme en un tabernacle saint, les projets des princes absolus. Les cabinets ministériels ne sont pas tellement un sanctuaire, que parfois l'œil profane n'y pénétre. Les armées des despotes sont en marche ou vont-elles ?

On dit qu'aujourd'hui c'est la Suisse qui est menacée. Son existence modeste gêne des existences princières plus grandes. D'ailleurs, état ou plutôt états indépendants, sur son territoire bien des réfugiés ont trouvé un asile tantôt précaire, tantôt assuré. Aussitôt voilà l'Autriche qui soutient qu'il lui est impossible d'assurer l'ordre dans ses possessions d'Italie, si elle n'étend sa souveraineté sur le canton du Tessin, et si ses frontières ne s'élèvent jusqu'au sommet du mont Saint Gothard. D'un autre côté, voilà l'Allemagne qui veut faire rectifier ses limites aux dépens des cantons de Schaffouse et de Saint Gall, pour enlever aux Badois et aux Palatins la facilité de se mettre à l'abri de supplices inouis sur une terre neutre. Enfin la Prusse tient sans cesse ses soldats prêts à saisir l'occasion de faire revivre ses vieilles prétentions sur Neuchâtel, à saisir le premier prétexte de guerre.

La presse helvétique s'est émue de ces projets, de ces menaces, de ces bruits. Elle a fait entendre de nobles et dignes paroles à Genève, à Berne, à Lausanne. Aussi, hommes et paroles ont-ils été traînés dans la boue par ces écrivains sans noms, qui à Milan, à Paris, à Bruxelles, stipendiés des despotes, ont des apologies pour tous les crimes, de fleurs de rhétorique pour tous les forfaits.

Il y a en Suisse une certaine catégorie d'hommes qui gêne surtout les spoliateurs ; ce sont ceux dont le patriotisme et le radicalisme ont été éprouvés par vingt ans de luttes, qui, on s'en souvient encore, malgré les préoccupations qu'ont apportées dans les esprits les événements récents, ont montré une énergie peu commune dans les différends du Sonderbund.

Hommes d'état supérieurs, ils apportent dans la gestion des affaires des cantons, souvent fort difficiles et fort compliquées, une intelligence supérieure qui devrait au moins les mettre à l'abri de l'insulte. Eh bien ! c'est sur eux principalement que les plumes venales se plaisent à verser leur fiel et leur venin. Mais, qu'importe ! ces hommes ne faibliront pas.

Aujourd'hui, comme au temps du Sonderbund, ils sauront marcher à la tête des Suisses libres, indépendants et forts ; et, nous n'en doutons pas, si l'étranger arrive, les fils des hommes de Granson et de Morat se lèveront tous jusqu'au dernier, tu trompe d'Uri, la corne d'Underwald retentira dans les vallées, et de nouvelles pyramides osseuses seront élevées comme trophées des victoires de l'indépendance nationale.

Ainsi, quand un peuple se lève pour la plus sainte des causes, le foyer domestique et les autels de la patrie, il est mis au ban des puissances absolues : on le massacre, on le proscriit. Et, dans sa proscription, si un peuple l'accueille, c'est contre celui-ci que se tourne la colère des rois. Ainsi, s'ils le pouvaient, ces hommes qui croient avoir en obéissant reçu de Dieu le droit de gouverner les nations, voudraient que les Mazzini, les Kossuth, les Manin, les Garibaldi, les Bem, les nouveaux Ahasvéros, errassent dans le monde, sans trouver où reposer leur tête !

(La Semaine.)

La COMPANIA RAVEL tiene el honor de advertir al público que la función que se anunció para el Domingo, tendrá lugar el sábado 8 del corriente.

Teatro Nacional.

COMPañIA RAVEL.

DIRIJIDA POR CARLOS WINTHER.

El Sabado 8 Diciembre.

PRIMERA PARTE.

GRANDES DANZAS EN LA CUERDA.

Por el Sr. Winther, *Le Petit Amour* et *Le Jeune Américain*.

SEGUNDA PARTE.

PASO ESCOCES.

Paso de caracter bailado por las señoritas Julia y Flora Lehmann.

TERCERA PARTE.

MONSIEUR ESCOT Y MADAME ANGOT.

Ejecutado (por primera vez) por el jóven Americano y *Le Petit Amour*.—Intermedio 15 minutos.

CUARTA PARTE.

M. DECHALUMEAUX.

Pieza cómica en un acto, en la cual el Sr. Winther desempeñará el papel de Roquenet.

M. Dechalumeaux, Ferin.—Roquenet, su criado, Winther.—M. Lorant, propietario, Deloney.—Julio estudiante, Etienne.—Juan, su criado, Lehmann.—Teresa, hija de Lorant, Mlle C. Lehmann.—Juanita, criada, Mlle A. Winther.—Paisanos y paisanas.

QUINTA PARTE.

LA VIENESA:

Bailado por las Señoritas Flora y Julia Lehmann.

SESTA PARTE.

GRAN CUADRO.

Los contrabandistas.

Mímico y plástico alumbrado por el fuego blanco, ejecutado por toda la Compañía Ravel, por la primera vez en Montevideo.

Los palcos se venden en la calle de Buenos Ayres N° 215. A las 8½.

AVISO DEL DIRECTORIO DE ADUANA

Habiendose verificado el viernes 30 del pasado la Junta General á que convocó el Directorio para decidir la reunion á esta Sociedad, de los portadores de títulos procedentes de los varios ramos que contribuyeron á la compra de los derechos de Aduana de 1850; y habiendose resuelto de conformidad por todos los asistentes y los legitimamente representados, en número de ciento cuatro accionistas, sin mas oposicion que la de veintinueve individuos, que abandonaron la reunion antes de votarse el asunto para que fué convocada, se avisa á todos los interesados para que, al tenor de la Resolucion General que se reproduce á continuacion, se presenten con sus títulos desde el lunes 3 del presente en la Contaduría del Directorio, á hacerlos reconocer y anotar para los efectos consiguientes.

RESOLUCION.

" Autorizase al Directorio para que previa " acquiescencia de todos los Contribuyentes á " la Compra de las Rentas de Aduana de 1850 " y 1851, ó de la parte de los mismos que quie- " ran presentarla, se les incorpore a la actual " Sociedad; en la que a la par de los accionis- " tas de la presente, se les considerará en per- " fecta igualdad de derechos, obligaciones y " privilegios, sin distincion de origen et los títu- " los por que vengan a ser miembros de ella. " Montevideo, Diciembre 1° de 1849.

AVIS:

M. Deroseau chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Societé Nationale d'Emulation du departement de la Vienne, a l'honneur de prevenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les operations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procede nouveau de MM. Desirabode et Fattet.

Il se charge également de toutes les operations relatives á l'histoire naturelle; empailler et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier á ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odon- talgique et le Beume de Comping, contre les hemorrhoides, crachement de sang, chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausein et fleurs blanches, etc, etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du ma- tin á 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 212.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

" PRESSE " Y DU " COURRIER DU HAVRE "

Hechas á la benemérita poblacion francesa

EN EL LATA

POR

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este titulo, se ha publicado un folleto en 4° de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en la Libreria Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresion.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

á très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canulles á injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoire, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n° 145 et 147, au detour de la pharmacie du Lion D'or.

montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met á neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure á simple et double detente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil- do on voit l'enseigne



AVIS.

Nous recommandons á l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer á la mendicité, á mieux aime, quelque penible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Fran- çais lui donnerons la preference pour leur con- sommation domestique.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Promulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRAN- çAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar á un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu á Montevi- deo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer á ses habitants qu'il a transferé son domicile dans le logement qu'occupait le defunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite in- corruptibles et tout ce qui concerne sa profes- sion.

Les personnes qui voudront bien l'honneur de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures apres midi.—Il se transportera aussi á domi- cile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser á M. Augus- te, ancien cuisinier de l'hopital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il previent aussi qu'il a un depot de meubles á vendre.

Gants et Cravattes.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravattes nouvelles et de parfumerie fine. En ven- te chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai- 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 15, a l'honneur de prevenir les elegans de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assorti- ment de cravattes de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes relies ou broche en vente á l'Imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux,—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Saisonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez Castellanos n°. 162.